



## Analyse de la proposition de l'Autriche en matière de réfugiés et d'immigrés pour la périphérie de l'UE

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2017

Oriental Review 11 mars 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Les Autrichiens ont [récemment appelé](#) les Balkans occidentaux, la Géorgie et l'Égypte à construire des centres de « *réfugiés* » et d'immigrants pour le traitement et potentiellement le logement indéfini des centaines de milliers d'individus non occidentaux qui entrent dans l'UE.

✘ M. Sebastian Kurz a déclaré au journal allemand *Bild am Sonntag* : « *Ce n'est pas très important de savoir exactement où ils [les centres] seront. Ce qui est important, c'est que ces pays assureront la protection et que les gens qui tenteront illégalement d'arriver en Europe seront renvoyés là-bas.* » Ce qu'il dit essentiellement, c'est que ces régions périphériques en dehors de l'UE se transforment en ce que les Serbes, par leur Premier ministre Aleksandar Vucic, ont [déjà appelé](#) des « *parkings* » pour les réfugiés et les immigrants, quelque chose dont il a juré qu'il ne laisserait jamais son pays le devenir.

Les zones que Kurz a pointées - la Géorgie, les Balkans occidentaux et l'Égypte - sont importantes parce que deux des trois veulent adhérer à l'UE, tandis que la dernière, l'Égypte, est la voisine beaucoup plus stable de la Libye, d'où partent de nombreux migrants africains sur la route de leur dangereux voyage vers l'UE. Alors que tout le monde connaît les routes libyennes et balkaniques, l'inclusion de la Géorgie a laissé de nombreuses personnes se grattant la tête, car il n'y a pas eu de rapports sur les migrants qui entrent dans l'UE à partir de ce territoire.



Ce que nous pouvons en conclure, c'est que l'UE veut seulement déplacer le fardeau des immigrants et le transférer en dehors du bloc à des partenaires et/ou aspirants à une place dans l'UE. La question est une patate chaude politique dans l'UE et a déjà divisé la société, mais elle est encore plus prononcée dans les Balkans occidentaux, qui ont dû faire face à plus d'un million de personnes qui ont traversé leur territoire au cours des deux dernières années. La Géorgie, qui n'a pas eu à éprouver ce genre de problèmes, ou du moins pas encore, n'est pas désireuse de s'impliquer. Quant à l'Égypte, c'est de loin le plus grand et le plus puissant des pays que Kurz a cités, mais il est également très douteux que Sisi veuille que le sien se transforme en ce que Vucic a qualifié de « zone de stationnement ». Alors que les étrangers pourraient se demander pourquoi il ne serait pas d'accord pour cela en échange de subventions économiques et d'autres sortes d'avantages, il n'en demeure pas moins que même si l'Égypte est un pays arabe en Afrique du Nord, sa culture est différente de celle des Libyens ou Africains subsahariens; et avec un Sisi appliquant une politique très dure contre le terrorisme, il n'est pas certain qu'il prendra le risque de permettre à un groupe de migrants étrangers de s'installer dans sa société, encore moins pour satisfaire l'UE.

La situation est que l'UE sait que ses plans de réinstallation des immigrants précédents n'ont rien de positif et n'ont fait qu'accroître le clivage croissant entre les membres du bloc. Maintenant l'UE essaie de proposer de l'argent à d'autres en les attirant par des incitations financières et, dans le cas des Balkans occidentaux et de la Géorgie, par des pressions institutionnelles en faisant valoir que c'est leur devoir d'aspirants à l'UE. Ce plan n'aboutira probablement pas dans son intégralité, même s'il est possible qu'un ou quelques-uns des pays proposés puissent finir par l'accepter même si ce n'est qu'au travers d'une participation partielle et limitée. Cependant, ce serait en soi extrêmement problématique, car cela constituerait un précédent troublant dont l'UE abuserait certainement, et ne plus tenir compte de demandes supplémentaires après avoir déjà rempli certaines d'entre elles pourrait provoquer une crise politique entre Bruxelles et son ou ses partenaire(s) « parking ».

C'est en effet ce qui est arrivé avec la Turquie, qui a accepté un accord d'immigration avec l'UE au début de l'année dernière, mais qui est extrêmement fragile et Ankara l'a déjà

utilisé comme une arme politique. C'est peut-être la raison pour laquelle le ministre autrichien des Affaires étrangères a visiblement laissé la Turquie hors de sa liste d'États périphériques de « *stationnement* », mais aussi parce qu'il ne s'attend pas à ce que les autres pays qu'il a énumérés soient suffisamment forts ou incités à tirer parti d'un accord à venir, considérant leur avantage stratégique majeur à collaborer avec l'UE.

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[Analyzing Austria's "Refugee"/Immigrant Proposal For The EU Periphery](#)

Traduit par Hervé, vérifié par Julie, relu par xxx pour [le Saker francophone](#)

La source originale de cet article est Oriental Review  
Copyright © [Andrew Korybko](#), Oriental Review, 2017

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

### A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie *Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*(2015).

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)